



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE

01 AUG 2019

Direction de l'information, environnement de travail et innovation
Le Directeur

Objet: Appel d'offres n° 697 - Invitation à soumissionner

Intitulé : «Maintenance du matériel de restauration, de cuisine, de cafétéria et de laverie pour restauration collective et protocolaire»

Madame, Monsieur,

1. OBJET

La Cour des comptes européenne (ci-après « la Cour ») dont le siège est à Luxembourg (Kirchberg) envisage la passation d'un marché résultant de la procédure de marché en objet.

Les documents de marché comprennent: l'avis de marché, la présente lettre d'invitation, le projet de contrat, le cahier des charges accompagné de ses annexes et le dossier d'offre.

Tous les documents peuvent être consultés sur le site internet e-Tendering de TED à l'adresse suivante¹ :

<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=5306>

2. VISITE DES LIEUX

Afin de vous permettre de mieux évaluer la nature et l'envergure du marché, **une visite des lieux est prévue le 3 Septembre 2019 à 15h00**. La visite des lieux aura lieu à l'adresse suivante: 12, rue Alcide De Gasperi, L-1615 Luxembourg-Kirchberg (se présenter à la réception de l'immeuble principal de la Cour des comptes, 12 rue Alcide De Gasperi à L-1615 Luxembourg-Kirchberg). La visite des lieux est hautement recommandée.

Si la date ne vous convient pas, vous êtes invité à proposer une autre date, sans que la date pour la remise de l'offre puisse être modifiée.

¹ L'abonnement à l'appel d'offres via le lien ci-dessus permet aux opérateurs économiques intéressés de recevoir des notifications par courrier électronique si de nouvelles informations ou de nouveaux documents sont publiés. L'abonnement est gratuit et n'implique aucun engagement de soumettre une offre.

Les soumissionnaires sont priés d'annoncer leur présence par courriel adressé, au plus tard **la veille de la visite des lieux avant 14 heures**, à l'adresse suivante eca-procurement.service@eca.europa.eu.

3. TRANSMISSION ET PRÉSENTATION DES OFFRES

Les opérateurs économiques intéressés par ce marché sont invités à faire parvenir une offre dans l'une des langues officielles de l'Union européenne.

Les opérateurs économiques doivent transmettre les offres sur papier, à raison d'un original accompagné d'une copie. En plus, les opérateurs économiques transmettent une copie électronique de l'offre permettant une recherche avancée par mot clé sur clé USB.

La transmission des offres se fait au choix des soumissionnaires:

- a) soit par envoi par la poste ou par messagerie transport au siège de le Cour des comptes (voir adresse ci-après), au plus tard le **4 Octobre 2019**, dans ces cas la date d'envoi est retenue, le cachet de la poste ou la date du récépissé de dépôt faisant foi;
- b) soit par dépôt au siège de le Cour des comptes (voir adresse ci-après) au plus tard le **4 Octobre 2019, à 16h00**. Dans ce cas, le dépôt de l'offre sera établi au moyen d'un reçu daté, signé par un fonctionnaire de la Cour des comptes européenne à qui les documents ont été remis. Ce service est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 17h00 et le vendredi de 9h00 à 16h00; il est fermé les samedis, dimanches et jours fériés de la Cour des comptes.

Les offres reçues après la date limite de réception des offres seront rejetées. L'accusé de réception de l'offre comportant la date et l'heure officielles de la réception de l'offre constitue la preuve du respect du délai pour la réception des offres.

La soumission par courrier électronique ou fax n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire devra par conséquent respecter les modalités de transmission suivantes:

- l'envoi ou le dépôt des trois exemplaires doit être fait sous double enveloppe ou emballage, fermé par tout moyen approprié et **portant une marque distinctive permettant d'identifier l'expéditeur** ;
- sur l'enveloppe/emballage **extérieur**, il est demandé de faire figurer l'adresse et les mentions suivantes :

Cour des comptes européenne
Réception – Procurement Service
12, rue Alcide De Gasperi
L – 1615 Luxembourg

APPEL D'OFFRES N° AO 697

«Appel d'offres - ne pas ouvrir par l'agent de la réception ni par aucune personne non habilitée»

- sur l'enveloppe/emballage **intérieur**, il est demandé de faire figurer les mentions suivantes:

Cour des comptes européenne
APPEL D'OFFRES N° AO 697

- Offre de la société -

«Appel d'offres - ne pas ouvrir par l'agent de la réception ni par aucune personne non habilitée »

Si des enveloppes autocollantes sont utilisées, elles seront fermées à l'aide de bandes collantes au travers desquelles sera apposée la signature de l'expéditeur.

Les offres ne respectant pas les modalités visées ci-dessous et qui parviennent à la Cour non-fermées seront considérées comme irrecevables.

Il est fortement recommandé de soumettre l'offre d'une manière écologique, par exemple copies recto-verso, agrafes seulement si nécessaire, pas de folder etc.

Toute offre doit:

- être signée par le soumissionnaire ou son mandataire dûment habilité;
- être parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres;
- être établie suivant les formulaires type de réponse figurant dans le dossier d'offre (annexe 3).

Les soumissionnaires doivent s'assurer que les offres qu'ils présentent contiennent l'ensemble des informations et des documents demandés par la Cour au moment de la soumission, comme indiqué dans les documents de marché. En cas d'absence des pièces justificatives ou des documents demandés, l'offre du soumissionnaire peut être exclue.

Les frais occasionnés pour la préparation et la soumission des offres sont intégralement à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursés.

4. VALIDITÉ DE L'OFFRE

Le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de son offre pendant 6 mois après la date limite de dépôt des offres.

5. CONDITIONS GÉNÉRALES

La soumission d'une offre entraîne pour le soumissionnaire :

- l'acceptation intégrale du règlement financier²;
- l'acceptation intégrale des conditions contenues dans les documents de marché ;
- l'engagement irrévocable d'exécuter le contrat aux conditions de son offre au cas où celui-ci est retenue ;

² Voir point 10 "Cadre juridique".

- la renonciation à ses propres conditions de vente, de travaux et/ou de prestations de services ;
- la reconnaissance d'avoir pu apprécier l'étendue et la qualité des prestations demandées, ainsi que des difficultés possibles.

L'offre présentée lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.

Dès le moment où la Cour a ouvert l'offre, le document devient la propriété de celle-ci et est traité de façon confidentielle.

6. CONTACTS AVEC L'INSTITUTION

Pendant toute la procédure, les contacts entre la Cour des comptes et les soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes :

- avant la date de clôture du dépôt des offres (phase de soumission):
 - sur demande, la Cour peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but de clarifier les documents de marché.

Toute demande de renseignements supplémentaires, doit être adressée par écrit uniquement par l'intermédiaire du site internet eTendering à l'adresse (<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=5306>) dans l'onglet «Questions et réponses», en cliquant sur «Créer une question».

La Cour n'est pas tenue de répondre aux demandes de renseignements complémentaires reçues moins de six jours ouvrables avant la date limite de réception des offres.

 - de sa propre initiative, la Cour peut informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou toute insuffisance matérielle dans la rédaction des documents de marché.
 - Tout renseignement supplémentaire, y compris les informations visées ci-dessus, sera publié sur le site internet eTendering de TED indiqué ci-dessus (<https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=5306>). Ce site internet sera mis à jour régulièrement et le soumissionnaire a la responsabilité de vérifier les mises à jour et modifications apportées pendant la période de soumission.
 - L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les documents du marché peuvent subir des modifications, y compris en ce qui concerne le formulaire d'offre de prix (Annexe 3 - Formulaire 7) et les annexes techniques. A cette fin, il est recommandé aux soumissionnaires de s'enregistrer dans l'application eTendering de manière à recevoir les notifications relatives au marché.
- après l'ouverture des offres (phase d'évaluation)
 - Sauf dans les cas dûment justifiés, les soumissionnaires n'ayant pas présenté les pièces justificatives ou effectué les déclarations prévues par les documents de marché seront contactés par le pouvoir adjudicateur afin de fournir les informations manquantes ou de clarifier les documents justificatifs.

- La Cour peut corriger des erreurs matérielles manifestes dans l'offre, moyennant confirmation de la correction par le soumissionnaire. Ces informations, clarifications ou confirmations ne doivent pas apporter de modifications substantielles à l'offre.

7. ATTRIBUTION ET CONCLUSION DU MARCHÉ

La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part de la Cour. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature du contrat avec l'attributaire retenu.

La Cour peut, jusqu'à la signature du contrat, soit renoncer au marché, soit annuler la procédure de passation du marché, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des soumissionnaires.

Les soumissionnaires seront informés de la suite qui aura été réservée à leur offre par courrier électronique uniquement. Ils sont tenus de fournir, dans les coordonnées mentionnées dans leur offre, une adresse de courrier électronique valide et de consulter régulièrement leur messagerie.

8. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Si le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner impliquera l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple : nom, adresse, CV) ces données seront traitées conformément au règlement (EU) n° 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) no 45/2001 et la décision no 1247/2002/CE.

Sauf indication contraire, les données à caractère personnel seront traitées uniquement à des fins d'ouverture et d'évaluation dans le cadre de l'appel d'offres par l'ordonnateur compétent pour cet appel d'offres. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante:

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/PersonalDataProtection.aspx>

D'autre part, les données personnelles peuvent, le cas échéant, être transférées à l'auditeur externe de la Cour des comptes européenne, à l'Instance visée à l'article 143 du Règlement Financier (RF), aux services de l'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF) de la Commission européenne et à la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du système de détection rapide et d'exclusion (EDES). Les données à caractère personnel du soumissionnaire pourront être enregistrées dans le système EDES, s'il se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136 du RF. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration relative à la protection de la vie privée à l'adresse: http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm.

Sur demande, vous pouvez obtenir la communication de vos données à caractère personnel et vous pouvez demander la rectification de toute donnée personnelle inexacte ou incomplète. Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, vous pouvez vous adresser au Responsable du traitement des données indiqué ci-dessus ou au Délégué à la protection des données de la Cour (ECA-data-protection@eca.europa.eu). Vous avez le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données en ce qui concerne le traitement de vos données à caractère personnel (https://edps.europa.eu/edps-homepage_en).

9. OUVERTURE DES OFFRES

Les soumissionnaires ou leur représentant désirant assister à l'ouverture des offres, qui se déroulera le **11 Octobre 2019, à 10 heures** au 12 rue Alcide De Gasperi à L-1615 Luxembourg-Kirchberg, sont priés de se

manifester par écrit (e-mail: eca-procurement.service@eca.europa.eu) au plus tard le **10 Octobre 2019, avant 14 heures** et doivent produire leur habilitation à représenter leur société ou le consortium. Une seule personne par société ou par consortium est admise.

Lors de l'ouverture des offres, le nom des soumissionnaires et le montant total de leurs offres de prix respectives seront annoncés.

10. CADRE JURIDIQUE

La présente procédure de marché public et son exécution sont gouvernées par le Règlement (UE, EURATOM) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (dénommée ci-dessus « le Règlement financier »)³.

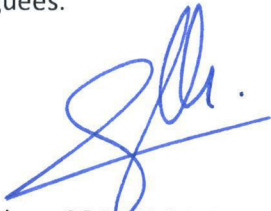
Cette procédure est une procédure ouverte lancée sur la base de l'article 164(2) du règlement financier.

11. ANNEXES

Font partie intégrante du présent appel d'offres, les annexes ci-après :

1. Projet de contrat
2. Cahier des charges avec ses annexes
3. Dossier d'offre (ce dossier contient tous les formulaires type de réponse et précise tous les documents à rédiger pour soumettre une offre)

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Magdalena CORDERO VALDAVIDA

³ Règlement (UE, EURATOM) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, disponible sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ:L:2018:193:TOC>